



**Communiqué
Pour diffusion immédiate**

Budget gouvernemental 2012-2013

Priorité à l'économie : l'éducation en fait les frais!

Québec, le 20 mars 2012 – Alors que le premier ministre du Québec annonçait lui-même, le 23 février 2011, que l'éducation figurerait au premier rang des grandes priorités de son gouvernement, la Fédération autonome de l'enseignement (FAE) espérait que ce budget envoie un message sans équivoque sur l'importance qu'il accorde à l'éducation comme levier de développement économique et social. Il n'en est rien. « L'éducation ne figure nulle part dans le discours du ministre Raymond Bachand, et aucune nouvelle mesure n'est annoncée pour soutenir les réseaux d'enseignement. Le budget déposé par le ministre n'apporte aucune réponse aux grands besoins du réseau de l'éducation préscolaire, primaire et secondaire. Pis, il tente de déguiser des réductions », résume le président de la FAE, Pierre St-Germain.

Pas plus de 223 M\$ sont ajoutés dans le financement des réseaux de l'éducation préscolaire, primaire et secondaire, pour mener à bien leur mission en 2012-2013, soit une augmentation d'à peine 2,5 %. « Ces sommes sont trompeuses. D'abord, elles ne font que mettre à jour des mesures adoptées par le gouvernement antérieurement et n'ajoutent pas d'argent supplémentaire dans le réseau. Ensuite, elles ne suffiront pas à ce dernier pour assurer son fonctionnement minimal. En fait, le gouvernement Charest déguise ainsi de nouvelles coupes estimées à 150 M\$ en demandant aux commissions scolaires d'assurer leur propre fonctionnement, alors qu'il les a déjà soumises à des réductions administratives et des compressions de 170 M\$ dans la dernière année. Inévitablement, cette stratégie ne peut que se traduire en réduction dans les services, alors que les besoins sont criants pour venir en aide aux élèves en difficulté, pour combattre le décrochage scolaire, pour soutenir l'éducation des adultes et la formation professionnelle ou pour lutter concrètement contre l'intimidation et la violence à l'école. Encore une fois, ce sont les élèves, les parents et les membres du personnel du réseau de l'éducation qui feront les frais de l'équilibre budgétaire et de la mauvaise gestion que le gouvernement est en train d'instaurer en éducation », déplore le président de la FAE.

Malheureusement, les coupes opérées dans le réseau public n'affectent pas le réseau privé d'enseignement, qui continue de profiter de subventions d'environ un demi-milliard de dollars. « À nouveau, il semble que les établissements d'enseignement privés soient totalement épargnés de l'effort réclamé de la part du réseau public. Le gouvernement fait une nouvelle fois preuve d'un désaveu à l'endroit de l'école publique », remarque Pierre St-Germain.

Quant à la nécessité de soutenir à court terme des projets de rénovation et de réfection des infrastructures scolaires, le budget ne prévoit aucune somme additionnelle. « Ces derniers mois, l'actualité nous a abondamment rappelé que l'état de vétusté de certains de nos établissements d'enseignement est tel qu'on peut craindre quant à la santé et à la sécurité des élèves et des membres du personnel. On s'attendait à ce que des mesures et des ressources supplémentaires soient annoncées pour assurer rapidement la rénovation du parc immobilier. Or, rien n'est ajouté aux plans existants et le réseau devra prendre son mal en patience », dénonce Pierre St-Germain.

Signe du mépris qu'il a pour l'éducation, le gouvernement ne prévoit ajouter aux réseaux d'enseignement postsecondaires et aux programmes d'aide financière aux études qu'un famélique 100 M\$. « Alors que les étudiantes et étudiants sont dans la rue tous les jours et que la population réclame l'annulation de la hausse des droits de scolarité, le gouvernement persiste et signe en sous-finançant, une nouvelle fois, le réseau de l'enseignement supérieur. On voit donc que, d'un bout à l'autre du système d'éducation, il ne fait rien pour assurer aux jeunes et aux adultes du Québec un avenir prometteur, mais préfère hypothéquer leur présent », s'indigne le président de la FAE.

Décevant et accablant pour la classe moyenne

Quant à ses mesures sociales, la FAE exprime sa profonde déception devant ce budget austère qui démontre clairement que le gouvernement Charest refuse de mettre en priorité une redistribution équitable de la richesse collective et n'a pour seul objectif que le retour à l'équilibre budgétaire pour 2013-2014, un choix fort contestable. La FAE dénonce également le discours du gouvernement qui tente de faire croire à la population qu'il peut imposer des compressions ou limiter ses dépenses tout en maintenant, voire en améliorant, les services! Or, en réalité, considérant les annonces antérieures qui trouvent application cette année, les contribuables auront à assumer un plus lourd fardeau financier individuel. Tôt ou tard, le gouvernement devra cesser de faire de l'aveuglement idéologique et devra revoir la fiscalité afin d'augmenter ses revenus par des mesures progressives. Cette avenue est la seule permettant d'offrir des services publics et des programmes sociaux accessibles et de qualité et de réduire, par le fait même, les inégalités sociales et la pauvreté qui nous coûtent plus de 6 milliards de dollars par année, uniquement en santé.

Cette année encore, le gouvernement persiste à imposer des mesures régressives qui ne feront qu'accroître le fardeau financier de la classe moyenne et des moins nantis. Déjà, l'augmentation de la TVQ a fait grimper les taxes à la consommation depuis 2009, lorsqu'on ajoute la taxe santé de 200 \$ par personne, la hausse des droits de scolarité et celle des tarifs d'Hydro-Québec, il en résulte un budget qui accroît les inégalités sociales et appauvrit la classe moyenne, alors qu'il devrait plutôt faire contribuer, individus et entreprises, proportionnellement à leurs revenus. Dans un même ordre d'idée, afin de garantir une retraite décente à toutes et tous, le gouvernement choisit un Régime volontaire d'épargne retraite (RVER) qui est un modèle individualiste, plutôt que de bonifier le Régime des rentes du Québec (RRQ) qui permet une juste contribution des entreprises et des travailleuses et travailleurs en plus d'avoir un caractère beaucoup plus universel que le RVER.

La FAE est particulièrement déçue de constater que le gouvernement Charest s'entête et fait la sourde oreille aux revendications des étudiantes et étudiants, revendications qui sont partagées par une grande partie de la population. « Est-ce cela la révolution culturelle annoncée par le ministre Raymond Bachand et résumée par sa formule pour le moins ambiguë : "que chacun paie sa juste part"? Une formule creuse et irritante dont on peut questionner la portée. Quelle est la « juste part » des mieux nantis dans ce budget? Pourquoi n'ajoute-t-on pas un palier d'imposition ou encore ne s'attaque-t-on pas aux abris fiscaux des plus riches pour qu'ils paient leur « juste part » d'impôt? Où est la « juste part » des entreprises dans les mesures proposées? Comment justifier une hausse démesurée de 75 % des droits de scolarité entre 2012 et 2017? Affirmer que les étudiantes et étudiants doivent faire leur « juste part », c'est oublier que l'éducation est non seulement un droit, mais un investissement qui profite à toute la société » conclut Pierre St-Germain, président de la FAE.

La FAE regroupe neuf syndicats de l'enseignement qui représentent quelque 32 000 enseignantes et enseignants (le tiers du personnel enseignant au Québec) du préscolaire, du primaire, du secondaire, du milieu carcéral, de la formation professionnelle et de l'éducation des adultes ainsi que le personnel scolaire des écoles Peter Hall et du Centre académique Fournier.

- 30 -

Source : Fédération autonome de l'enseignement
Renseignements : Armand Dubois, conseiller du service des communications
514 666-7763, poste 296 - bureau
514 910-1754 - cellulaire